

Le point Eau et Biodiversité du PFE



*Le point trimestriel du Partenariat Français pour l'Eau sur le dossier eau, biodiversité et solutions fondées sur la nature
Par Jessica Orban, Chargée de mission, coordinatrice du groupe de travail PFE sur le sujet*

LA BIODIVERSITÉ, NOUVEAU PILIER DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Moins d'un an après le lancement du Plan climat pour l'accélération de la transition écologique et climatique, Nicolas Hulot, Ministre de la Transition écologique et solidaire, appelle aujourd'hui la France à se mobiliser en faveur de la biodiversité, faisant de celle-ci le deuxième pilier de sa politique.

C'est ainsi qu'a été lancé le 18 mai dernier le Plan biodiversité du gouvernement. Ce plan est construit autour de cinq axes. L'axe 4 « Créer un cadre européen et international ambitieux pour la protection de la biodiversité » entend placer la France au cœur des politiques européennes et internationales en faveur de la biodiversité. Après l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 10 mai dernier, de la résolution « Vers un pacte mondial pour l'environnement », la France se félicite du lancement d'une telle initiative et poursuit sur la même voie en accueillant, en 2019, la 7^{ème} plénière de l'IPBES¹ et le G7 de l'environnement, lors duquel elle mobilisera les puissances internationales sur les enjeux liés à la biodiversité.

L'étape suivante sera 2020, année clé pour la biodiversité, puisqu'elle marquera la fin de la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité et ses Objectifs d'Aïchi, la 15^{ème} COP de la CBD et le Congrès Mondial de la Nature. Organisé tous les quatre ans par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, la prochaine édition de ce Congrès se tiendra à Marseille du 11 au 19 juin 2020 et sera pour la France l'occasion de rappeler son engagement.

Au vu de l'insuffisance des progrès mondiaux réalisés en matière de préservation et restauration de la biodiversité, ce Plan biodiversité est une avancée essentielle.

REVUE DE L'ODD 15 « VIE TERRESTRE » AU HLPF À NEW YORK : UN BILAN MITIGÉ

Le dernier Forum Politique de Haut Niveau s'est tenu à New York du 9 au 18 juillet derniers. Six Objectifs de Développement Durable ont été revus cette année, dont l'ODD 6 relatif à l'eau et à l'assainissement et l'ODD 15 relatif à la vie terrestre.

Le bilan relatif à l'ODD 15, dont la cible 1 concerne les écosystèmes d'eau douce, est mitigé. Si l'on constate une augmentation du nombre d'aires protégées créées, avec 44% des [Zones Clé pour la Biodiversité](#) des zones d'eaux douces, terrestres et de montagnes constituant actuellement des aires protégées, l'érosion de la biodiversité s'aggrave et les risques d'extinction auxquels font face les espèces menacées de la [Liste rouge de l'UICN](#) continuent d'augmenter sous les effets des pratiques agricoles et économiques non-durables, de la déforestation, et de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes². Au rythme actuel, seuls 5 des 53 Objectifs d'Aïchi pourraient être atteints d'ici 2020.

¹ Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

² Retrouvez la note de synthèse par les Nations Unies de la revue de l'ODD 15 [ici](#).

DES FINANCEMENTS QUI RESTENT INSUFFISANTS

Afin d'accélérer l'atteinte des objectifs internationaux (ODD et Objectifs d'Aichi), les Nations Unies portent deux messages principaux. Le premier préconise une meilleure coordination entre accords internationaux ainsi qu'une meilleure prise en compte de la biodiversité à travers les secteurs concernés par le développement durable, notamment la désertification, le commerce d'illégal d'espèces sauvages, les forêts, l'économie circulaire, les politiques fiscales et la finance verte... Un message fort également rappelé par le Plan biodiversité du MTES, que la secrétaire d'Etat Brune Poirson a présenté à la communauté internationale lors d'un [évènement](#) au HLPF co-organisé avec l'UICN international, le WCS et le secrétariat de la CBD.

Un deuxième message important porté par les Nations Unies est celui de l'importance de l'augmentation conséquente des mécanismes de financements de la biodiversité, à savoir, entre autres, les paiements pour services écosystémiques, les fonds fiduciaires de conservation, les obligations vertes et les compensations biodiversité. L'accent est mis sur le financement des Solutions fondées sur la Nature, dont les Nations Unies soulignent les multiples bénéfices (sociaux, environnementaux, économiques...). Le Plan biodiversité du MTES prévoit également l'adoption de ce type de solutions à l'échelle des territoires pour faciliter l'adaptation au changement climatique.

À l'échelle européenne, le principal outil financier pour la mise en œuvre de projets en matière de conservation est le programme LIFE, pour lequel l'Agence Française pour la Biodiversité a lancé le 15 juin dernier un [appel à manifestation d'intérêt](#) pour un projet concernant spécifiquement les Solutions fondées sur la Nature pour l'adaptation au changement climatique. Ce type de programmes et d'outils financiers sont absolument primordiaux si l'on souhaite croire à l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre des grands accords internationaux.

ET LE PFE DANS TOUT CELA ?

En janvier 2018, le PFE a rejoint le mouvement de mobilisation mondiale pour la préservation de la biodiversité avec un groupe de travail dédié, en se concentrant à l'international sur les écosystèmes aquatiques et la promotion des Solutions fondées sur la Nature dans le domaine de l'eau. Comme pour la Journée Mondiale de l'Eau qui s'est tenue le 22 mars dernier, ce thème sera également porté lors de la Semaine Mondiale de l'Eau à Stockholm du 26 au 31 août prochains. Le PFE sera présent tout au long de la semaine et co-organise avec l'UICN International et l'ONG Rare un [évènement](#) sur l'acceptabilité sociale des Solutions fondées sur la Nature. La Semaine Mondiale de l'Eau sera également l'occasion pour le PFE de lancer son premier outil de communication sur le sujet, à savoir une vidéo qui adoptera le point de vue des espèces aquatiques afin de sensibiliser aux menaces pesant sur leurs écosystèmes.

A PROPOS DU PFE

Le Partenariat Français pour l'Eau, présidé par Jean Launay, est la plateforme française publique et privée qui rassemble 150 membres actifs à l'international au sein de 6 collèges: État et ses établissements publics, ONG, associations et fondations, collectivités territoriales et parlementaires, acteurs économiques, instituts de recherche de formation ainsi que des personnalités qualifiées. Il porte depuis 10 ans un plaidoyer au niveau international pour que l'eau constitue une priorité dans les politiques mises en œuvre et valorise les savoir-faire français. <http://www.partenariat-francais-eau.fr>



ILS SONT MEMBRES DU PFE

